

17.—Subsides et autres paiements du gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux, 1921-1926.

Provinces.	1921.	1922.	1923.	1924.	1925.	1926.
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ile du Prince-Edouard.....	381,932	381,932	381,932	381,932	381,932	381,932
Nouvelle-Ecosse.....	636,667	661,866	661,866	661,866	661,854	661,841
Nouveau-Brunswick.....	637,976	666,766	666,766	666,766	666,766	666,766
Québec.....	1,969,630	2,256,420	2,256,420	2,256,420	2,256,420	2,256,420
Ontario.....	2,396,379	2,642,612	2,642,612	2,642,612	2,642,612	2,642,612
Manitoba.....	1,470,991	1,470,991	1,466,380	1,485,118	1,501,551	1,501,551
Saskatchewan.....	1,753,075	1,763,883	1,763,883	1,901,069	1,757,005	1,850,755
Alberta.....	1,621,075	1,628,638	1,628,638	1,651,537	1,674,435	1,674,435
Colombie Britannique.....	623,135	738,816	738,816	738,816	738,816	738,816
Total.....	11,490,860	12,211,924	12,207,313	12,386,136	12,281,391	12,375,128

18.—Total des sommes accordées en subsides, du 1er juillet 1867 au 31 mars 1926.

Provinces.	Allocation fixe.	Allocation par tête.	Subsides spéciaux. ¹	Allocation compensatrice. ²	Total.
	\$	\$	\$	\$	\$
Ile du Prince-Edouard.....	2,920,000	4,527,342	3,417,265	2,253,739	13,118,346
Nouvelle-Ecosse.....	6,010,000	19,985,831	826,980	2,760,538	29,583,349
Nouveau-Brunswick.....	5,420,000	15,248,846	8,580,000	1,185,915	30,432,761
Québec.....	7,360,000	66,313,078	—	4,177,107	77,850,185
Ontario.....	7,760,000	83,100,972	—	3,746,788	94,607,760
Manitoba.....	5,215,000	12,458,995	11,191,669	10,297,946	39,163,610
Saskatchewan.....	3,736,667	9,712,444	11,156,250	8,512,875	33,118,236
Alberta.....	3,636,667	7,679,065	10,687,500	8,512,875	30,516,107
Colombie Britannique.....	4,610,000	8,412,808	6,500,000	1,613,092	21,135,900
Total.....	46,668,334	227,437,381	52,359,664	43,660,875	369,526,254

¹Compensation pour terrains et allocations pour bâtiments.

²Allocation en compensation d'une créance abandonnée.

6.—Dettes nationale.

A la date du 31 mars 1914, la dette publique du Canada s'élevait à \$544,391,369, mais après en avoir déduit un actif compensateur de \$208,394,519, elle était ramenée au chiffre net de \$335,996,850. Cette dette, relativement légère, avait été encourue presque en entier, soit pour des travaux publics d'utilité générale, tels que les chemins de fer Intercolonial et Transcontinental et les canaux, lesquels constituent un actif quoique non réalisable, soit comme subventions à certaines entreprises, telles que le chemin de fer Canadien du Pacifique qui, quoique n'appartenant pas au gouvernement, ont grandement contribué au développement du pays et, par conséquent, à l'accroissement de sa richesse. C'était donc, en fait, une dette encourue pour des objets productifs; la plus grande partie se trouvait entre des mains étrangères, le principal de la dette consolidée de la Puissance, payable à Londres au 31 mars 1914, atteignant \$302,842,485, contre \$717,453 payables au Canada.

La complète transformation de notre dette nationale au cours des douze années 1914-1926 se caractérise ainsi: (1) une augmentation énorme, la dette nette étant passée de \$335,996,850 à \$2,389,731,099; (2) l'argent emprunté, ayant servi à couvrir les dépenses de la guerre, n'est représenté par aucun actif correspondant; (3) les obligations du gouvernement canadien sont actuellement détenues en majeure partie par notre population, une somme de \$1,920,128,841 étant remboursable au Canada au 31 mars 1926; (4) la moyenne du taux d'intérêt s'est élevée considérablement; en effet, les \$416,892,576 de dette portant intérêt au 31 mars 1914 n'en-